

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/SR.1600
18 février 1981

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1600ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le 13 février 1981, à 16 h 30.

Président : M. CALERO RODRIGUEZ (Brésil)

SOMMAIRE

Violations des droits de l'homme en Afrique australe : rapports du Groupe spécial d'experts (suite)

Conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe (suite)

Application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite)

Etude, menée en collaboration avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, des moyens de faire appliquer les résolutions de l'Organisation des Nations Unies relatives à l'apartheid, au racisme et à la discrimination raciale

Mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

GE.81-15557

La séance est ouverte à 17 h 10.

VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE : RAPPORTS DU GROUPE SPECIAL D'EXPERTS (point 6 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1410; E/CN.4/1411; E/CN.4/1429; E/CN.4/1430; E/CN.4/NGO/290)

CONSEQUENCES NEFASTES, POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME, DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE AUSTRALE (point 7 de l'ordre du jour) (suite) (A/RES/35/32; E/CN.4/Sub.2/425 et Add.1 à 7)

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1415 et Add.1 à 9; E/CN.4/1416; E/CN.4/1417; E/CN.4/1426; E/CN.4/NGO/290; A/RES/35/39)

ETUDE, MENEE EN COLLABORATION AVEC LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES, DES MOYENS DE FAIRE APPLIQUER LES RESOLUTIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIVES A L'APARTHEID, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION RACIALE (point 21 a) de l'ordre du jour) (suite)

MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME POUR LA DECENNIE DE LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE (point 21 b) de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1431; E/CN.4/1447; E/CN.4/1448 et Add.1; A/RES/34/24; A/RES/35/33; A/RES/35/34; ST/HR/SER.A/3; ST/HR/SER.A/5)

1. M. YOUSSEF (Iraq), évoquant le rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1429) soumis à l'examen de la Commission au titre du point 6 de l'ordre du jour, dit que la violation des droits de l'homme en Afrique australe est liée à l'existence illégale du régime raciste de l'Afrique du Sud fondé sur l'idéologie criminelle de l'apartheid, c'est-à-dire sur l'idée de la supériorité absolue de la race blanche et de la nécessité de maintenir sa suprématie politique et économique. Les mouvements et idéologies fondés sur la supériorité raciale, comme le sionisme, sont déjà en eux-mêmes une violation des droits de l'homme. Le caractère raciste du régime de l'Afrique du Sud se reflète tant dans la politique extérieure que dans la politique intérieure de ce pays. L'attention de la délégation iraquienne a surtout été retenue par le chapitre II du rapport E/CN.4/1429, relatif à la Namibie. C'est en effet en Namibie que les violations des droits de l'homme dont l'Afrique du Sud se rend coupable sont les plus graves, car elles affectent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La politique coloniale de l'Afrique du Sud et son refus d'appliquer les résolutions des Nations Unies doivent pousser la communauté internationale à imposer les sanctions prévues dans la Charte. La délégation iraquienne souscrit à toutes les recommandations et conclusions formulées par le Groupe spécial d'experts au chapitre III de son rapport E/CN.4/1429, notamment aux points 35 à 43 de ce chapitre qui concernent la Namibie. Elle appuie également la suggestion faite au point 16 de ce chapitre tendant à ce que l'on étudie le problème de la légitimité du Gouvernement sud-africain. Le Gouvernement iraquien réaffirme son appui sans réserve aux peuples africains qui luttent pour obtenir l'autodétermination et l'indépendance par tous les moyens, sous la direction de la SWAPO. Il condamne en tant que menaces à la paix en Afrique les agressions menées contre les Etats africains voisins, auxquels la communauté internationale doit apporter son aide.

2. Passant au point 7, M. Youssif fait observer que si le régime raciste d'Afrique du Sud est boycotté par l'Organisation des Nations Unies il n'est pas pour autant isolé. A sa trente-cinquième session, l'Assemblée générale a démasqué les Etats qui accordaient une assistance à ce régime, notamment dans les domaines militaire et nucléaire, et a examiné la collaboration entre Israël et l'Afrique du Sud. C'est un fait que ces deux pays ont des traits communs. Le sionisme est basé sur l'idée que les Juifs sont un peuple élu et l'apartheid sur l'idée de la supériorité de la race blanche. Le régime sioniste et le régime raciste sud-africain s'acharnent tous deux, aux côtés de l'impérialisme américain, contre les peuples palestinien et africain.
3. Pour ce qui est du point 17, le représentant de l'Iraq dit que son gouvernement fera connaître ses observations après avoir examiné avec soin l'étude sur les moyens à mettre en oeuvre pour appliquer les instruments internationaux (E/CN.4/1426).
4. Enfin, en ce qui concerne le point 21, que l'Iraq juge très important, M. Youssif évoque la résolution 35/33 par laquelle l'Assemblée générale a décidé d'organiser en 1983 une deuxième conférence mondiale pour passer en revue et évaluer les activités entreprises dans le cadre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Il appelle l'attention sur la nécessité pour la Commission d'apporter une contribution efficace aux travaux préparatoires de cette Conférence. Enfin, il félicite l'UNESCO pour les activités qu'elle mène pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.
5. M. XAVIER (Brésil), déplorant la persistance de la violation des droits de l'homme en Afrique australe, dit que le Groupe spécial d'experts a eu raison d'attacher de l'importance aux problèmes des homelands dont l'existence permet d'étendre le régime d'apartheid. Les homelands contribuent à assurer un contrôle très strict des résidents, grâce à leur concentration sur une superficie réduite, et permettent de limiter plus étroitement encore les droits fondamentaux des habitants déjà victimes d'une discrimination sévère. De plus, les homelands se trouvent situés en général dans les régions les plus pauvres du territoire sud-africain où les ressources naturelles sont insuffisantes pour satisfaire les besoins des résidents, si bien que plus de la moitié de ceux-ci sont obligés de s'offrir comme main-d'oeuvre à bon marché aux entreprises sud-africaines blanches. Mais ces homelands sont destinés à disparaître un jour ou l'autre, car ils ne sont pas acceptés par les Africains et n'ont pas été reconnus par la communauté internationale. Le fait que leur part dans le produit national total est inférieure à 2 % prouve qu'ils n'ont aucune raison d'être.
6. Il y a longtemps que la Commission s'occupe de l'apartheid et qu'elle en connaît les conséquences pour les Africains. Toutefois, elle doit se préoccuper de la répression injuste et violente dont souffrent les victimes de l'apartheid qui revendiquent des droits reconnus partout ailleurs. Les conclusions formulées par le Groupe spécial d'experts dans son rapport E/CN.4/1429 illustrent la détérioration progressive des droits de l'homme en général. Les Etats Membres de l'ONU sont donc tenus de reconnaître les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte et de tout faire pour obtenir l'abolition de l'apartheid. Ils se doivent d'aider les peuples d'Afrique du Sud, de Namibie, d'Angola, de Zambie, du Mozambique et des autres Etats de première ligne à retrouver des conditions de vie normales et surtout la paix. Le Brésil pour sa part s'est joint à l'effort collectif des Nations Unies et a respecté les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale.

7. L'évolution récente en Namibie est très décourageante. Le Gouvernement brésilien n'a pas encore pleinement évalué les résultats de la Conférence de Genève tout en reconnaissant les efforts consentis par la SWAPO et l'incapacité des représentants de l'Afrique du Sud à négocier de façon responsable un règlement. La délégation brésilienne espère donc qu'avec le concours de l'Organisation des Nations Unies, d'autres moyens seront trouvés pour permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination.

8. La délégation brésilienne a étudié de façon préliminaire l'étude sur les moyens à mettre en oeuvre pour appliquer les instruments internationaux (E/CN.4/1426) et a pris note de la recommandation faite à la Commission d'inviter les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid à faire part de leurs observations au Groupe spécial d'experts. L'une des principales questions qui se posent dans le cas de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid concerne la juridiction et la compétence aux fins de déterminer et de faire appliquer les peines aux auteurs du crime d'apartheid. Comme il s'agit d'une question qui intéresse tous les Etats, même ceux qui ne sont pas parties à la Convention, ils devraient avoir la possibilité de présenter leurs vues sur les projets proposés dans l'étude avant que l'Assemblée générale n'en soit saisie. M. Xavier fait observer à ce sujet que les Etats devront soumettre avant le 30 juin 1981 leurs observations sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, conformément à la résolution 35/49, et voir là l'occasion, pour les Etats, d'examiner en même temps la question qui lui est étroitement liée, de la répression du crime d'apartheid en droit international. L'examen simultané de ces deux questions permettrait de procéder à une analyse approfondie de leurs incidences communes.

9. La délégation brésilienne n'a pas pu accorder toute l'attention voulue aux activités du Groupe spécial d'experts concernant l'apartheid et la Namibie, mais elle tiendra compte de ses rapports lorsque la question sera examinée au Conseil économique et social, puis à l'Assemblée générale. Elle pense notamment aux recommandations figurant dans le document E/CN.4/1430 et espère que la conclusion avancée au paragraphe 150 de ce document, à savoir que tous les efforts déployés par les organes des Nations Unies pour mettre un terme à la politique d'apartheid en Afrique du Sud et organiser des élections en Namibie sous le contrôle de l'ONU n'ont abouti à aucun résultat, sera démentie dans un proche avenir, grâce à l'engagement croissant des Etats Membres, y compris du Brésil.

10. M. MOYILA (Zaïre) dit que les questions à l'examen sont très importantes, car elles concernent la discrimination raciale et sa forme la plus odieuse, l'apartheid. En Afrique australe, l'égalité et la liberté que l'Organisation des Nations Unies cherche à assurer à tous les êtres humains sont refusées à la majorité noire par une minorité blanche. Le danger que la discrimination raciale et l'apartheid représentent pour la paix et la sécurité internationales a conduit les Etats à conclure des conventions importantes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid. Les organes des Nations Unies sont à la recherche de solutions et le Directeur adjoint de la Division des droits de l'homme a donné un certain nombre d'exemples des mesures prises pour éliminer l'apartheid. Mais l'apartheid n'en continue pas moins à régir les rapports entre les races en Afrique du Sud et en Namibie.

En Afrique du Sud, la situation des populations autochtones empire de jour en jour. Quant au problème de la Namibie, il ne cesse de préoccuper l'Organisation des Nations Unies depuis que l'Afrique du Sud s'est opposée à toute surveillance de l'ONU sur le territoire auquel elle a imposé sa politique d'apartheid. A l'heure actuelle, les faits montrent que l'Afrique du Sud contrôle tous les secteurs de développement de la Namibie, et les avantages qu'en retirent le gouvernement raciste et ses alliés sur tous les plans explique le sabotage des tentatives faites par la population namibienne pour exercer son droit à l'autodétermination. Ils expliquent aussi l'échec du plan des cinq puissances et de la Conférence sur la Namibie ainsi que le harcèlement de la SWAPO par l'Afrique du Sud qui essaie, par tous les moyens, d'installer à Windhoek un pouvoir fantoche à sa dévotion.

11. Pour sa part, le Zaïre reconnaît la SWAPO comme seul et unique représentant du peuple namibien et la soutiendra comme il l'a toujours fait dans sa lutte pour la libération et l'indépendance de la totalité du territoire namibien. Pour que les Noirs de Namibie et d'Afrique du Sud aient le droit de vivre librement sur la terre dont ils sont originaires, les Etats Membres devraient respecter et appliquer les recommandations et résolutions de l'ONU ainsi que les deux conventions déjà citées. Il faudrait aussi que les pays qui soutiennent politiquement, économiquement et militairement l'Afrique du Sud lui retirent leur soutien afin que la discrimination raciale et l'apartheid disparaissent en Afrique australe. En effet, si l'Afrique du Sud continue à narguer l'Organisation des Nations Unies, c'est parce qu'elle est certaine que les mesures que cette dernière prend contre elle, y compris les sanctions, n'auront aucun effet sur son économie ni sur sa survie. Les alliés de l'Afrique du Sud doivent savoir que l'aide qu'ils fournissent à ce pays, loin de contribuer à améliorer la situation des populations noires, ne fait que renforcer les moyens de répression et d'asservissement. Ni cette aide, ni les activités des sociétés multinationales dans la région ne contribuent à alléger les souffrances de la population africaine. La délégation zaïroise demande aux pays qui soutiennent l'Afrique du Sud et qui investissent dans ce pays ainsi qu'en Namibie de cesser d'être complices de l'exploitation, de la répression et du refus de reconnaître les droits les plus fondamentaux des peuples de la région, de façon que l'Afrique du Sud soit enfin obligée de tenir compte des mesures prises par l'ONU à son encontre et en vienne à abolir le système d'apartheid. La délégation zaïroise est fermement partisane de l'imposition de sanctions économiques contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte, y compris un embargo complet sur les produits pétroliers et les armes. Par ailleurs, comme aucune solution négociée n'est envisagée dans un proche avenir et que l'Afrique du Sud semble radicaliser sa politique d'apartheid, le Zaïre ne peut que continuer à appuyer les mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie dans leur lutte pour obtenir leur indépendance et la pleine jouissance des ressources naturelles de leur territoire. La délégation zaïroise souhaite aussi une mobilisation accrue de l'opinion publique, surtout occidentale, pour qu'elle prenne conscience du fait que le soutien apporté par certains pays au régime raciste fait obstacle à l'indépendance et à l'autodétermination des peuples d'Afrique australe et des peuples colonisés. L'ONU doit continuer sa vaste campagne d'information contre l'apartheid, avec le concours des Etats Membres et des organisations non gouvernementales, pour dénoncer tout appui au régime raciste. L'histoire va de l'avant, et comme les peuples du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe, ceux de Namibie et d'Afrique du Sud finiront pas obtenir leur droit à l'autodétermination ainsi que la pleine et libre jouissance de leurs droits de l'homme et de leurs libertés fondamentales.

12. M. OGURSTOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) déclare que le racisme et l'apartheid sont deux des problèmes les plus importants à résoudre pour assurer la paix dans le monde. Parmi les décisions prises par l'ONU pour lutter contre ces fléaux, il faut mentionner surtout la proclamation, en 1973, de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, à l'application de laquelle tous les Etats Membres doivent contribuer. La RSS de Biélorussie se félicite de la victoire des forces patriotiques du Zimbabwe, dont l'accession à l'indépendance constitue un grand progrès dans le cadre de la Décennie. Mais il subsiste encore des obstacles qui s'opposent, notamment en Afrique australe, à la réalisation des buts de la Décennie et à l'application du Programme pour la Décennie adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/24. L'ONU a qualifié à juste titre l'apartheid de crime contre l'humanité et de menace pour la paix internationale. L'Afrique du Sud est le bastion du racisme et le régime de Pretoria viole les droits fondamentaux de millions de gens. Le Groupe spécial d'experts souligne dans son rapport (E/CN.4/1429) que la situation dans les "homelands" ne s'est pas améliorée et que l'on continue à déporter en masse des individus. Les renseignements présentés dans le rapport, où il est fait état notamment de massacres d'étudiants (E/CN.4/1429, par. 66, 68 et 69) condamnent sans équivoque le racisme. La politique de discrimination appliquée par le régime de Pretoria touche tous les aspects de la vie en Afrique du Sud. Le système d'apartheid condamne la population africaine à la misère, à la famine, à la maladie et surtout au chômage, puisque 25 % de la population noire dans les villes est sans emploi. La situation est très pénible aussi dans les bantoustans, où le régime sud-africain essaie de justifier, par le biais de l'octroi d'une prétendue "indépendance" sa politique d'oppression et de persécution. Les bantoustans sont en fait une sorte de poubelle où l'on entasse la population africaine considérée comme inutile. L'insuffisance des ressources agricoles et la politique d'apartheid condamnent à mort la population de ces zones.

13. Le même système d'apartheid sévit en Namibie, où la situation de la population continue de se détériorer. On a déjà souligné à maintes reprises que ce système constituait une menace pour la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, la minorité raciste d'Afrique du Sud continue à empêcher la Namibie d'accéder à l'indépendance et maintient en place le régime fantoche de Turnhalle. Le monde entier est indigné par les pratiques et par la politique du régime sud-africain qui a refusé, à la récente réunion internationale sur la Namibie, le plan proposé par l'ONU pour régler la question. Si ce régime a pu se conduire ainsi, c'est grâce à l'appui des forces impérialistes. Il est paradoxal que ceux qui se déclarent indignés par la politique sud-africaine continuent à aider ce régime. Comme l'ont souligné la veille les représentants de la SWAPO et de l'ANC, l'augmentation de l'aide militaire et économique fournie à ce régime contribue à renforcer la répression et les tortures que subit la population africaine.

14. Malheureusement, les sanctions prises par l'Organisation des Nations Unies contre le régime sud-africain ne sont pas efficaces et les pays membres de l'OTAN et Israël, en particulier, se rendent complices de l'apartheid puisqu'ils tirent des bénéfices énormes de l'exploitation de la population africaine. Ces pays prétendent, pour justifier leur coopération militaire et nucléaire avec le régime sud-africain, qu'il est difficile de faire respecter les sanctions internationales par les entreprises privées. L'argument est bien hypocrite, dans la mesure où certains de ces pays boycottent les pays progressistes qui appliquent une politique anti-impérialiste.

15. La RSS de Biélorussie a signé la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, à laquelle elle se conforme, comme indiqué dans le deuxième rapport soumis à ce sujet au Groupe des Trois. Dans sa résolution 34/24, l'Assemblée générale a adopté un ensemble de mesures à appliquer dans la seconde moitié de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et a fait siennes les conclusions de la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Plusieurs tâches ont été confiées à la Commission des droits de l'homme, qui doit notamment organiser en 1981 un séminaire sur les mesures concrètes susceptibles de limiter la coopération des sociétés transnationales avec le régime raciste d'Afrique du Sud. Il appartient également à la Commission et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'étudier les moyens de mettre en oeuvre les résolutions adoptées par l'ONU pour lutter contre le racisme, l'apartheid et la discrimination raciale et de présenter leurs conclusions à l'Assemblée générale, en 1982. Pour conclure, la RSS de Biélorussie condamne énergiquement le régime d'apartheid et les violations des droits de l'homme en Afrique australe et réclame l'adoption de mesures efficaces pour isoler le régime raciste d'Afrique du Sud.

16. M. LAMB (Australie) se félicite qu'il ne soit plus nécessaire pour la Commission d'aborder la question du Zimbabwe quand elle examine le problème du racisme en Afrique australe. Il espère que l'exemple du Zimbabwe accélérera l'accession à l'indépendance de la Namibie, en vue de laquelle le Gouvernement australien cherche des solutions viables.

17. La Commission des droits de l'homme s'est attachée comme il convient aux conséquences pour les droits de l'homme de la situation politique en Afrique australe. Bien que la délégation australienne n'ait pas encore pu étudier à fond le rapport du Groupe spécial d'experts, elle considère que les conclusions et recommandations qui y sont formulées (E/CN.4/1429, par. 480) sont à la fois claires et utiles. Même si certains changements ont été apportés à la situation des Noirs en Afrique du Sud, notamment dans le domaine sportif, le système n'en demeure pas moins régi par les principes de l'apartheid, que l'Australie considère comme un crime contre la conscience et la dignité humaines.

18. En ce qui concerne le problème de la Namibie, la délégation australienne a été déçue, comme d'autres, par les résultats de la réunion organisée à Genève au mois de janvier. Il convient de trouver le plus vite possible une solution pacifique. La délégation australienne tient à rappeler que cette réunion a pu être organisée par le Secrétaire général de l'ONU grâce aux efforts des cinq pays membres du Conseil de sécurité. Sans ces efforts, non seulement la réunion n'aurait pas eu lieu, mais encore on risquerait de se trouver dans une situation beaucoup plus grave.

19. La délégation australienne présentera plus tard au Rapporteur spécial ses observations détaillées sur les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'aide accordée aux régimes racistes d'Afrique australe. Elle tient néanmoins à souligner qu'il est faux de déclarer que toutes les formes de contacts avec le Gouvernement sud-africain ou avec l'économie sud-africaine sont néfastes pour la jouissance des droits de l'homme en Afrique australe. Le Gouvernement australien est convaincu que certaines formes de contacts politiques et économiques peuvent et doivent être des facteurs de progrès. Il considère donc que la liste des sociétés et organisations accordant une aide aux régimes coloniaux et racistes d'Afrique australe établie par le Rapporteur spécial n'a pas grande valeur. Cette liste est non seulement incomplète, mais fautive. La délégation australienne fera part de ses observations à ce sujet au Rapporteur spécial. M. Lamb signale en

passant que selon une déclaration récente du Ministre australien des affaires étrangères, la compagnie aérienne australienne QANTAS ne devrait pas effectuer de liaisons vers l'Afrique du Sud.

20. Bien que l'Australie ne soit pas partie à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, elle a suivi avec intérêt les discussions des Etats parties sur la question de la création du tribunal pénal international mentionné à l'article V de la Convention. A son avis, il ne serait pas judicieux de créer un tribunal dans ce domaine du droit pénal international sans envisager de créer un tribunal pour d'autres formes de criminalité internationale. La délégation australienne fait siens les arguments juridiques exposés à ce propos par le Gouvernement roumain au paragraphe 21 du document E/CN.4/1417.

21. En ce qui concerne la mise en oeuvre du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'Australie continue à penser que le racisme est un fléau qui ne pourra être éliminé que grâce à la coopération internationale. L'Australie est partie à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et elle approuve toutes les mesures prises pour la faire appliquer. On peut rappeler à ce sujet que les chefs de gouvernement des pays du Commonwealth ont adopté récemment, à Lusaka, une Déclaration sur l'élimination du racisme et des préjugés raciaux qui va dans le même sens. Pour conclure, M. Lamb souligne que si l'on veut que les résolutions sur l'Afrique australe soient efficaces, il faut qu'elles bénéficient du plus large appui possible. Il demande donc aux auteurs éventuels de projets de résolution de s'attacher à les rédiger avec le plus grand soin, de façon qu'ils puissent être adoptés par consensus.

22. M. FRAMBACH (Observateur de la République démocratique allemande) dit qu'au mépris des résolutions de l'ONU et des protestations de l'opinion publique mondiale, les racistes sud-africains perpétuent l'apartheid; ils procèdent à des déplacements de populations, à des déportations et à des arrestations préventives qui s'inspirent des modèles nazis, et prononcent quotidiennement des sentences de mort contre les patriotes. Les partisans fanatiques de l'apartheid ont promulgué plus de 200 lois et décrets pour maintenir leur système d'oppression, et plus de 20 millions d'Africains sont privés des droits politiques et sociaux élémentaires. A la trente-cinquième session de l'Assemblée générale, la grande majorité des délégations ont demandé des mesures efficaces contre le régime d'apartheid. Mais les racistes d'Afrique du Sud répondent aux résolutions de l'Assemblée en intensifiant leur politique fasciste de terrorisme et de violence et en développant la bantoustanisaton, illégale en droit international. Deux millions d'Africains ont été envoyés de force dans des bantoustans à la terre infertile, que le périodique sud-africain "Inquiry" a qualifiés de "décharges humaines". Ce sont surtout les personnes âgées, les malades et les enfants qui sont ainsi déportés; ceux qui peuvent travailler restent dans les ghettos des grandes villes, où ils sont les esclaves de la minorité blanche. La moindre protestation est brutalement réprimée. En 1979, l'Afrique du Sud a établi un triste record en pendant 133 personnes. Actuellement, une campagne est en cours pour mobiliser l'opinion publique mondiale pour essayer de sauver la vie de trois combattants de l'ANC condamnés à mort pour "haute trahison"; lors d'une récente réunion de protestation, ces citoyens de la RDA ont demandé que le régime de Prétoria annule ces jugements et libère les combattants de la liberté.

23. Un grand nombre de documents de l'ONU montrent que les Etats impérialistes et leurs sociétés intensifient leur collaboration avec le régime illégal. Cela ressort notamment du rapport de M. Khalifa (E/CN.4/Sub.2/425 et Add. 1 à 7), où figure une liste de 2600 sociétés et banques qui collaborent ainsi, et du rapport du Comité contre l'apartheid (A/35/22 et Add. 1 à 3), qui fait apparaître notamment qu'en 1978 les pays industrialisés occidentaux ont bénéficié d'un énorme accroissement de leurs exportations vers l'Afrique du Sud. Contrairement à ce que prétendent les intérêts impérialistes, leur soutien permet aux racistes de renforcer leur système d'oppression, ce qui a ensuite pour effet d'accroître les profits des sociétés. En outre, les pays impérialistes livrent de grandes quantités d'armes perfectionnées à l'Afrique du Sud, ce qui l'encourage dans sa politique de répression et aussi d'agression contre les Etats africains indépendants, notamment l'Angola et la Zambie. Avec l'appui de certains pays impérialistes, le régime raciste cherche aussi à se doter d'une capacité nucléaire, et des déclarations faites récemment par des représentants des milieux dirigeants de Pretoria ont montré que les racistes n'hésiteraient pas à utiliser des armes nucléaires contre les Etats progressistes et les mouvements de libération; cela crée une menace pour la paix, non seulement dans la région mais dans le monde entier.

24. L'histoire récente de l'Afrique a cependant montré qu'aucune répression ne peut étouffer le désir de liberté des peuples. Pour leur part, le Gouvernement et le peuple de la République démocratique allemande soutiennent les peuples d'Afrique australe dans la lutte qu'ils mènent sous la direction de l'ANC et de la SWAPO. Ce pays demande que l'ONU adopte des mesures résolues contre l'Afrique du Sud et en particulier que le Conseil de sécurité impose contre elle des sanctions économiques complètes, y compris l'embargo sur le pétrole. En ce qui la concerne la Commission doit, à la session en cours, répondre à l'attente des forces progressistes du monde en donnant une impulsion nouvelle à la lutte contre le système d'apartheid.

25. M. ZAFERA (Observateur de Madagascar) souligne la qualité du rapport du Groupe spécial d'experts (E/CN.4/1429), et exprime les remerciements de sa délégation à M. l'Ambassadeur Clark, Président du Groupe spécial contre l'apartheid. Les documents qui ont été présentés et les déclarations qui ont été faites à cette session montrent que l'Afrique du Sud a renforcé sa législation et ses pratiques répressives, malgré de nombreuses condamnations de la communauté internationale et de nombreuses résolutions de l'ONU. La politique des homelands se consolide, le budget militaire augmente de façon stupéfiante et le nombre des exécutions capitales est ahurissant.

26. L'an dernier on a célébré le 20ème anniversaire de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Pour le peuple d'Afrique du Sud ces 20 années ont été des années de grèves, de manifestations violentes et de désobéissance civile, avec leur corollaire de répression brutale. Des noms comme Sharpeville et Soweto sont devenus des synonymes d'horreur pour la conscience collective universelle, en même temps que des symboles de la détermination du peuple d'Afrique du Sud. D'autre part, les rapports et les déclarations sur la Namibie, notamment la déclaration de la SWAPO unique représentant du peuple namibien, ont révélé une situation grave, ainsi que les visées du régime sud-africain dans ce territoire. En outre, des Etats voisins comme l'Angola et le Mozambique subissent des agressions sauvages, dont pâtissent les populations civiles.

27. La situation en Afrique du Sud n'a pas changé parce que les puissances occidentales collaborent avec ce pays et même l'encouragent. Les puissances occidentales ont permis au régime d'apartheid de renforcer son appareil répressif et de réaliser des plans de développement nucléaire qui constituent une menace, non seulement pour le peuple

sud-africain et les pays voisins, mais aussi pour la paix et la sécurité internationales. Madagascar s'associe à l'appel lancé devant la Commission pour que prenne fin cette coopération multiforme. La délégation malgache appuie aussi les recommandations du Groupe spécial d'experts figurant aux pages 138, 140 et 141 de son rapport, et exprime l'espoir que la Commission prendra des mesures adéquates pour mettre fin à l'odieuse politique de l'Afrique du Sud. Elle devrait notamment inviter le Conseil de sécurité à imposer des sanctions obligatoires en vertu du chapitre VII de la Charte.

28. M. ALMOMAN (Observateur de la Ligue des Etats arabes) dit que son organisation s'intéresse activement à la question de l'apartheid depuis sa création. Après le massacre de Sharpeville le Conseil de la Ligue, réuni en avril 1960, a lancé un appel à la conscience internationale pour qu'il soit mis fin au système d'apartheid dans sa résolution 9561, de sa trente-troisième session. Après la proclamation de la République sud-africaine en 1961, le Conseil de la Ligue arabe a, dans sa résolution 7871, adoptée à sa trente-sixième session, demandé que les Etats arabes ne reconnaissent pas cette république tant que son gouvernement ne représenterait pas la majorité des populations autochtones. En septembre 1964, il a invité tous les Etats ayant des relations diplomatiques, consulaires ou économiques avec l'Afrique du Sud, à rompre ces relations, et a demandé à tous les pays producteurs de pétrole de cesser d'approvisionner l'Afrique du Sud. A sa quarante-septième session, en mars 1967, il a par sa résolution 3032, exprimé son soutien à la lutte armée contre les régimes pratiquant la politique d'apartheid, et il a renouvelé son appel en faveur d'une cessation de l'approvisionnement en pétrole de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, l'engagement des Etats arabes à l'égard de cet embargo pétrolier a été affirmé au sixième sommet arabe tenu à Alger en novembre 1963. M. Almoman ajoute qu'à sa soixante-troisième session, en 1975, le Conseil de la Ligue arabe a, dans sa résolution 9323, affirmé la solidarité des Etats arabes avec les Etats africains pour libérer la terre africaine du colonialisme et de tous les régimes racistes, et décidé que la "Déclaration de Dar Es-Salam" serait considérée comme document de la Ligue arabe. A sa soixante-cinquième session, en 1976, le Conseil de la Ligue arabe a encore adopté une résolution condamnant l'apartheid sous toutes ses formes, en Afrique, en Palestine et partout dans le monde, et affirmé son soutien à la lutte des peuples contre ces régimes. A sa soixante-treizième session, en novembre 1979, le Conseil de la Ligue arabe a, dans sa résolution 6193, demandé à tous les Etats arabes producteurs de pétrole de prendre des mesures supplémentaires afin d'empêcher l'approvisionnement de l'Afrique du Sud en pétrole arabe par l'entremise de sociétés, d'individus et d'Etats tiers.

29. On voit donc que la Ligue des Etats arabes n'a pas ménagé ses efforts pour lutter contre l'apartheid et soutenir les mouvements de libération en lutte contre les régimes racistes. A la lecture des rapports du Groupe spécial d'experts, M. Almoman a noté les similitudes qui existent entre les pratiques du régime raciste sioniste d'Israël et celles du régime raciste d'Afrique du Sud. Justement, les liens entre ces deux régimes se renforcent. Dans sa résolution 3324 E (XXIX), l'Assemblée générale a condamné sévèrement "le renforcement des relations politiques, économiques, militaires et autres entre Israël et l'Afrique du Sud" ... En huit ans, les ventes d'armes israéliennes en Afrique du Sud sont passées de 3 à 43 millions de dollars. De son côté, le Gouvernement de Pretoria s'est déclaré prêt à fournir de l'uranium à Israël; cette intention confirme les préparatifs nucléaires d'Israël et de l'Afrique du Sud qui ont été notamment décrits dans un article de l'International Herald Tribune du 28 janvier 1978, que M. Almoman cite.

30. Se référant à l'échec récent des négociations sur la Namibie tenues à Genève, M. Almoman tient par ailleurs à affirmer que le peuple et les gouvernements arabes resteront les alliés les plus sûrs du peuple namibien. Il conclut en déclarant que la Ligue des Etats arabes, qui n'a pas ménagé ses efforts contre l'apartheid et les pratiques des régimes racistes et en faveur des mouvements de libération, demande à présent des mesures plus énergiques contre ces régimes, coupables de crimes contre l'humanité.